

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18880 - 73ÈME ANNÉE

Conséquence de l'extension du capitalisme au cours des 40 dernières années

Progression des inégalités dans le monde

Un rapport publié jeudi sur les inégalités mondiales confirme l'objectif du système dominant dans le monde : enrichir toujours plus les nantis en s'appuyant sur l'appauvrissement des États. La Réunion est pleinement intégrée dans ce système, notamment avec une méthode particulièrement efficace de transformation d'argent public venu de France en profit privé qui repart en France.

Le Rapport sur les inégalités mondiales 2018 dresse un tableau sur l'évolution de la richesse en fonction de la classe sociale, et cela à l'échelle du monde depuis 1980. Il a notamment recours à la Base de données mondiale sur les patrimoines et les revenus. Il s'avère qu'au cours de ces 40 dernières années, les inégalités ont augmenté partout dans le monde mais à des rythmes différents. La Russie et la Chine sont cités comme les deux pays où l'enrichissement des plus nantis a été le plus rapide depuis 1980. Il est à noter qu'au cours de cette période, la Russie et la Chine ont vécu le passage d'une économie socialiste vers le capitalisme. Le rapport souligne néanmoins qu'au sein de ces sociétés socialistes, le problème des inégalités de revenus n'avait pas été réglé. En 1980, 10 % des Russes les plus aisés possédaient 21 % des richesses produites. La même année, 10 % des Chinois les plus riches captaient 27 % du montant total des revenus. Pour ces deux pays, ces valeurs sont respectivement passées en 2017 à 46 % et à 41 %, ce qui les place aujourd'hui devant l'Europe et derrière les États-Unis.

Privatiser les profits et nationaliser les pertes

Le rapport note également que ce sont les plus riches qui ont bénéficié le plus de la croissance permise

par ce système économique. Le 1 % représentant les plus nantis a ainsi capté 27 % des richesses produites au cours des 40 dernières années. Les 50 % les plus pauvres ont dû se contenter d'une hausse de 12 % des revenus qu'ils se partagent durant la même période.

Au sein de cette moitié de la population mondiale, la situation n'est pas uniforme. La hausse des revenus chez les plus pauvres a ainsi été plus importante dans les pays émergents. Ceux qui ont vu leur revenu augmenter le plus faiblement sont « la classe moyenne mondiale », composée des classes moyennes et populaires d'Europe et d'Amérique du Nord. Cette situation n'est pas étonnante, car ce sont les principales cibles des politiques d'austérité et de privatisation menées depuis 40 ans dans ces régions du monde.

De plus, le rapport constate une diminution de la richesse publique partout dans le monde alors que sur la même période, les détenteurs de patrimoine privé se sont enrichis. C'est la preuve d'un transfert organisé du bien public vers les intérêts privés. Cela correspond à une logique du système en place : privatiser les profits et nationaliser les pertes. Cela avait été mis en œuvre lors de la crise des subprimes. Ce sont les États qui ont mobilisé des fonds publics considérables pour sauver des banques victimes de spéculations hasardeuses. La dette privée devient de la dette publique, prétexte choisi pour accentuer les politiques d'austérité à l'œuvre de-

puis 40 ans. Dans le même temps, les intérêts des plus riches sont protégés. Le Budget 2018 de la France en est l'illustration, avec un cadeau fiscal de 3 milliards d'euros à la tranche des plus riches contribuables.

La Réunion est intégrée à ce système qui domine le monde. Les lois votées en France s'y appliquent mécaniquement. Elles structurent la transformation des transferts publics en profits privés. Avec la mainmise des groupes extérieurs sur l'économie réunionnaise, ces profits créés grâce à l'argent public retournent souvent en Europe. La Réunion n'est alors qu'un intermédiaire dans une transaction qui équivaut à une subvention de l'État français à des entreprises privées de son pays implantées dans d'anciennes colonies intégrées à la République.

Au final, la puissance publique ressort affaiblie tandis que le privé se renforce. Ce système contribue aussi à faire de La Réunion un territoire plus inégalitaire que la France.

Le rapport sur les inégalités mondiales met donc l'accent sur les conséquences de l'extension dans le monde du système capitaliste. Si cette tendance se poursuit, les inégalités vont s'aggraver. Pour que l'égalité entre tous les êtres humains ne soient pas un vain mot, il est donc nécessaire de dépasser de système.

M.M.

Augmentation des inégalités, appauvrissement des États et enrichissement des plus nantis

1 % des plus riches ont capté 27 % des richesses mondiales

Entre 1980 et 2016, le 1 % le plus riche a capté 27 % des richesses mondiales produites ; les plus pauvres ont capté seulement 12 %. Entre les deux, pour une partie des classes moyennes, les revenus ont stagné autour de 9 %. C'est ce que souligne le Rapport sur les inégalités mondiales 2018. Voici un résumé de ce document publié sur le site « Ressources en Sciences économiques et sociales » de l'École Normale Supérieure de Lyon.

Le Rapport sur les inégalités mondiales 2018 (World Inequality Report 2018) présente et analyse la répartition des richesses et l'évolution des inégalités économiques dans le monde depuis 1980. Il s'appuie sur la Base de données mondiale sur les patrimoines et les revenus, la World Wealth and Income Database (WID.world), alimentée par le travail d'un vaste réseau international de chercheurs, plus d'une centaine couvrant près de soixante-dix pays sur tous les continents. Ce rapport est le premier du Laboratoire sur les Inégalités Mondiales (World Inequality Lab) basé à l'École d'Économie de Paris. Il sera actualisé tous les deux ans. Auteurs et coordinateurs du rapport : Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, Gabriel Zucman.

La croissance profite aux plus riches

Le rapport 2018 montre que les inégalités de revenus ont augmenté dans toutes les régions du monde depuis 1980, mais « à des rythmes différents » selon les pays. Leur croissance a été rapide en Amérique du Nord, en Chine, en Inde et en Russie, mais plus modérée en Europe. Sur la période citée, les 10 % des Russes les plus aisés sont passés de 21 % à 46 % des richesses captées, de 27 % à 41 % pour les Chinois. Les plus riches États-Uniens et Canadiens sont passés de 34 % à 47 %, tandis que l'Europe a

connu une hausse « plus modérée », de 33 % à 37 %. Ainsi, l'Europe est aujourd'hui la région la moins inégalitaire et le Moyen-Orient la plus inégalitaire : le décile supérieur perçoit 37 % du revenu national en Europe contre 61 % au Moyen-Orient en 2016.

Par ailleurs, les plus hauts revenus sont ceux qui ont le plus profité de la croissance entre 1980 et 2016. Les populations les plus pauvres du monde (les 50 % du bas de la distribution des revenus) ont vu leur revenu augmenter de manière significative, grâce à l'essor des émergents. Mais les plus riches (les 1 % du haut de la distribution) ont capté deux fois plus de croissance du revenu mondial que la moitié des plus pauvres (27 % contre 12 %). En revanche, la « classe moyenne mondiale », dans laquelle on retrouve les classes moyennes et populaires nord-américaines et européennes (les 90 % du bas de la distribution des revenus), n'ont connu qu'une faible progression de leur revenu sur cette période.

Transfert de richesse du public vers le privé

Autre résultat du rapport : les détenteurs de patrimoine privé se sont enrichis, tandis que les États se sont appauvris. La valeur du patrimoine privé net, en pourcentage du revenu national, a doublé ou presque dans pratiquement tous les pays riches. Elle a triplé en Russie et quadruplé en Chine. À l'inverse, la richesse publique a diminué

presque partout dans le monde. Elle est aujourd'hui négative ou proche de zéro dans les pays riches. Cette situation, notent les auteurs du rapport, « limite vraisemblablement la capacité d'action des États contre les inégalités ». L'accroissement des inégalités de revenus et les transferts de patrimoine public au secteur privé ont entraîné une aggravation des inégalités de patrimoine entre individus, de manière importante en Russie et aux États-Unis, mais plus modérément en Europe. Les inégalités de patrimoine n'ont cependant pas retrouvé les niveaux records atteints au début du XXe siècle dans les pays riches.

Situation qui va s'aggraver

Le rapport finit par des projections sur les inégalités de revenus et de patrimoine dans le monde jusqu'en 2050, en fonction de plusieurs scénarios. Si les tendances actuelles sont prolongées, les inégalités économiques vont encore s'aggraver. Ce n'est cependant pas une fatalité pour les auteurs du rapport. Si, dans l'avenir, tous les pays suivent la trajectoire de l'Europe des dernières décennies, les inégalités pourraient diminuer et la pauvreté s'amenuiser. Mais, pour remédier aux inégalités actuelles, de nombreux pays devront redéfinir leurs politiques en matière de fiscalité, d'éducation, de salaires et de gouvernance des entreprises.

Edito

L'assurance : mesure de précaution interdite à de nombreux Réunionnais

La Réunion est entrée dans la saison cyclonique. Cette semaine, la préfecture a publié des recommandations à suivre pour anticiper le risque et se protéger. L'année 2017 a en effet été particulièrement agitée dans l'autre hémisphère. Le passage d'Irma à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin a laissé derrière lui un paysage de désolation. Des familles ont même dû être évacuées définitivement de Saint-Martin, certaines vivant aujourd'hui en France, à plusieurs milliers de kilomètres.

La différence entre Irma et les autres cyclones très intenses de ces dernières années vient du lieu. Saint-Martin et Saint-Barthélemy sont des collectivités de la République, et pas des provinces d'un pays en développement. Ce sont donc des régions sous la souveraineté d'un des pays les plus riches du monde qui ont été frappées. La plupart des bâtiments ont été touchés.

Irma a également rappelé que face à un cyclone, les inégalités sont encore accentuées. Beaucoup ont tout perdu, mais parmi les victimes, les plus pauvres auront encore plus de difficultés à reconstruire car le système en place ne leur permet pas d'être assurés. Ils cumulent donc une double peine car ils sont contraints de vivre dans des logements moins solides, et quand la catastrophe survient, ils ne sont pas remboursés par l'assurance car leur logement était trop insalubre pour être couvert. Cette injustice a été soulevée lors de la COP-23 à Bonn. Les participants ont donc décidé de mettre en place un fonds permettant à 400 millions de familles, parmi les plus pauvres et les plus vulnérables aux effets du changement climatique, d'avoir droit à une assurance.

Malheureusement, cette disposition ne concerne pas La Réunion car comme elle est intégrée à la France, elle n'est pas considérée comme un pays en développement bien qu'elle en ait de nombreuses caractéristiques. Les cyclones très intenses viennent rappeler que si toutes les précautions prises permettent de sauver les vies, elles n'empêcheront pas les dégâts de se produire. Il est donc urgent de remédier à une inégalité qui ne permet pas à tous les Réunionnais d'assurer leurs biens.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

7 ans après sa création

L'ARIPA veut devenir la première interprofession « pêche et aquaculture » reconnue par l'Union européenne



Ludovic Courtois, Délégué général de l'ARIPA et Fabrice Minatchy, Président de l'ARIPA.

L'ARIPA, interprofession de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion, dresse le bilan de son action, 7 ans après sa création. Ses résultats probants - hausse significative des volumes de pêche vendus sur le marché local et revalorisation du revenu moyen des producteurs - l'encouragent désormais à entamer une démarche inédite à l'échelle de l'Union européenne.

Créée le 12 avril 2010, suite aux Etats Généraux pour l'Outre-mer de 2009, l'Association réunionnaise interprofessionnelle de la pêche et de l'aquaculture (ARIPA) a pour objectif d'encourager, d'accompagner et de soutenir la structuration des filières de la pêche réunionnaise, alors à bout de souffle face aux renchérissements des coûts des carburants et à l'engorgement du marché local complètement désorganisé et soumis à la concurrence exacerbée des importations.

Impulsée par les opérateurs professionnels, soutenue par la Région Réunion et l'Etat, appuyée par les parlementaires réunionnais de Paris jusqu'à Bruxelles, l'ARIPA a atteint les objectifs fixés afin de répondre au besoin d'organisation collective, de juste valorisation et de régulation des produits de la pêche et de l'aquaculture de La Réunion sur le marché local.

L'interprofession joue également un rôle moteur pour la promotion des produits locaux et la conquête de

nouveaux marchés. Des débouchés ont été ouverts depuis 2010 dans la restauration scolaire et dans la grande distribution avec du poisson local congelé présent au bouclier qualité prix (BQP) du panier Lurel depuis 2013.

Facilitateur d'aides publiques

De par son rôle d'intermédiation des aides du plan de compensation des surcoûts (PCS) pour La Réunion, l'ARIPA a permis d'injecter plus de 19 millions d'euros d'aides publiques dans la filière réunionnaise depuis 2010. Le nombre de bénéficiaires de ces aides, nationales puis communautaires, a plus que doublé depuis 2010, suite à l'effort de structuration collective du secteur. Ils sont sur cette seule année 2017 près de 70 opérateurs à avoir bénéficié de 11,9 millions d'euros au titre du Fonds européen pour les affaires maritimes et de la pêche (FEAMP). Ils seront 87 bénéficiaires lors du prochain versement d'aides, prévu au premier semestre 2018.

Fabrice Minatchy, président de l'ARIPA, déclare : « notre secteur a entamé depuis sept années une mutation profonde, qui place les hommes, la production locale et l'émancipation économique au cœur des préoccupations et des enjeux à relever. Au travers des résul-

tats obtenus, l'ARIPA a ainsi concrétisé les attentes placées dans le secteur de la pêche, reconnu depuis 20 ans comme secteur d'activités stratégique à l'échelle de l'océan Indien ».

Il ajoute : « lorsque la ressource halieutique se fait rare, comme depuis le début de l'année 2017, la solidarité inter-filières de l'interprofession prend le relai pour venir en aide aux plus impactés : les producteurs. Une aide exceptionnelle de plus de 100 000 euros en faveur des petits pêcheurs de l'ARIPA est en cours de versement. Cette aide provient des cotisations de l'ensemble des membres de l'interprofession ».

Faire progresser les revenus

L'ARIPA ne souhaite pas s'arrêter là. Afin de continuer à organiser efficacement le marché réunionnais, renforcer la compétitivité des opérateurs, mais aussi faire progresser la consommation locale en poissons pays, l'ARIPA a défini sa feuille de route pour la période 2017-2020 : obtenir le retour des aides publiques au remplacement et à la modernisation de la flotte de pêche, faire progresser les revenus des différents opérateurs du secteur, gagner de nouvelles parts de marché local pour ancrer la pêche réunionnaise formelle et structurée dans la consommation des ménages ainsi que relancer les activités aquacoles sur l'île.

Les chantiers sont en cours. Le Conseil d'administration de l'ARIPA, qui s'est réuni le 14 décembre 2017, a validé le lancement de la démarche inédite de reconnaissance de l'interprofession au sens communautaire. Cette démarche, si elle aboutit, fera de l'ARIPA la première interprofession « pêche et aquaculture » reconnue au niveau de l'Union européenne. Cette reconnaissance lui permettra notamment d'obtenir de nouveaux moyens réglementaires et financiers pour agir au service du développement de la filière.

Rwanda : un génocide conséquence de la sauvage... compétition prédatrice des Occidentaux

Pour ceux qui croiraient encore que le génocide au Rwanda serait le résultat d'une rivalité séculaire entre Hutus et Tutsis, ces massacres sont le fruit de l'exacerbation de cette rivalité par des puissances occidentales, dont la France. La vraie raison était — est toujours, et encore au Kivu* (RDC), notamment — la course à la main-mise sur les gisements de ColTan**, minerais indispensables... à nos chers téléphones portables notamment et aux milliards de bénéfices qu'ils génèrent.

« Le Rwanda est le premier exportateur mondial de coltan. »

Jean

Kivu (RDC)*

Dans l'Est de la République Démocratique du Congo (ex-Congo-Kinshasa), la guérilla menée par des bandes armées a pour but de se procurer par la violence les minerais stratégiques et les revendre au marché noir. Certes, il y a eu des progrès dans la lutte contre ces

exactions. Mais, le 13 janvier 2016, dans la ville frontalière de Rubaya, un commando lourdement armé après avoir ouvert le feu sur la population, tuant neuf personnes, a investi un entrepôt et s'est emparé d'un stock de coltan. Cette attaque n'est pas exceptionnelle et prouve qu'il existe toujours un marché noir où, en dépit de leurs engagements solennels, des pays hautement industrialisés se procurent à vil prix ces minerais illégaux.

ColTan** : colombite + tantalite

Le coltan est un minerai composite radioactif. Il contient à la fois de la colombite et du tantale, d'où son nom. Il entre dans la fabrication des condensateurs, des microprocesseurs et permet la miniaturisation de beaucoup d'appareils électroniques car il présente deux caractéristiques physiques importantes, un point de fusion élevé et une forte densité énergétique qui permettent de réguler la tension et de conserver l'énergie électrique dans des volumes réduits ce qui explique son

indispensable présence dans les ordinateurs et les téléphones portables.

C'est pourquoi le coltan qui n'était auparavant qu'un sous-produit de l'exploitation de l'étain est devenu un minerai très recherché. Son prix atteint jusqu'à 500 dollars (425 euros) le kilo. Il a augmenté de 2000 % en cinquante ans.

Très rares sont ceux qui savent tout cela quand ils branchent leur ordinateur, utilisent leur play-station ou mettent à l'oreille leur téléphone portable.

(a) : Rubaya : <https://medium.com/@EnoughProject/boomtown-afe0075ce163> « What happened when Wall Street reform came to Congo's frontier mining towns »

Rapport sur le rôle de la France dans le génocide

Le cabinet d'avocat américain Cunningham Levy Muse, engagé par le gouvernement rwandais, publie un rapport préliminaire sur le « rôle des officiels français dans le génocide contre les Tutsis ». Il recommande à l'Etat rwandais de poursuivre une « investigation complète » sur la « connaissance, la conduite et la complicité des responsables français ». « Sur la seule base des documents publics, on peut dire que de hauts responsables français étaient conscients et ont appuyé, dans leurs buts et dans leurs actes, à la fois le gouvernement Habyarimana et les génocidaires », écrivent les avocats dans leurs conclusions, qui ont également été transmises aux autorités françaises.

La publication de ce rapport survient dans un contexte de renouveau des tensions entre la France et le Rwanda. Au cœur de celles-ci, l'enquête française sur l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, qui a marqué le début du génocide des Tutsis. En 2006, le juge Jean-Louis Bruguière, alors en charge de cette enquête, avait émis des mandats d'arrêts contre neuf responsables rwandais. En réponse, Kigali avait rompu ses relations diplomatiques avec Paris. La rupture avait duré trois ans, jusqu'à ce que sept des responsables rwandais concernés puissent être auditionnés. En conséquence, leur mandat d'arrêt avait été levé.

Mais en 2016, soit 18 ans après le début de l'instruction, Jean-Marc Herbaut, le nouveau magistrat en charge de l'enquête, a décidé de rouvrir le dossier. Cela a provoqué une première réaction côté rwandais : l'Organe national de poursuite judiciaire a lancé, en novembre 2016, une enquête sur la responsabilité de 20 militaires français dans le génocide des Tutsis. Kigali a alors sollicité l'aide de la justice française pour procéder à des auditions, ce qui ne lui a pas été accordé à ce jour.

Source Jeune Afrique

Bientôt une usine de traitement du coltan au Rwanda

La compagnie minière AB Minerals veut construire au Rwanda la première usine africaine de séparation du coltan à échelle industrielle. Le coltan, mot-valise pour colombite-tantalite, est un minerai de couleur noire ou brun rouge dont on extrait le niobium (autrefois appelé colombium) et le tantale.

La société a déclaré que l'usine sera opérationnelle à la mi-2017 et qu'elle apportera des opportunités d'industrialisation nécessaires à la région. « Il y a un besoin urgent d'accroître l'industrialisation du secteur minier en Afrique, et la meilleure façon d'y parvenir est d'améliorer le niveau de compétence en matière de transfert de technologie des acteurs du secteur », a commenté le PDG d'AB Minerals, Frank Balestra

Selon lui, apporter directement le traitement du coltan à la région aidera à l'industrialisation du secteur minier rwandais et, ipso facto, de toute la région.

Source Agence Ecofin

Premier anniversaire du décès du « Héros des déshérités »

Fidel Castro, l'autre nom de la Dignité

Un an après sa disparition le 25 novembre 2016, le leader de la Révolution cubaine perdure dans la mémoire collective comme le Héros des déshérités.

Il est des hommes qui traversent les siècles et s'inscrivent dans l'éternité car ils personnifient des principes. Maximilien Robespierre, l'Incorruptible, l'Apôtre des pauvres, a dédié son existence brève et intense à lutter pour la liberté du genre humain, pour l'égalité des droits entre tous les citoyens, pour la fraternité entre tous les peuples du monde, suscitant la haine féroce des Thermidoriens et de leurs héritiers qui perdure encore à ce jour. Fidel Castro, l'autre nom de la Dignité, a pris les armes pour revendiquer le droit de son peuple et de tous les damnés de la terre à choisir leur propre destin, attisant l'aversion des forces rétrogrades à travers la planète.

Arrière-cour des Etats-Unis pendant six décennies, Cuba était constamment humiliée dans son aspiration à la souveraineté. Malgré les trois guerres d'indépendance et les sacrifices innombrables du peuple de José Martí, Héros national et père spirituel de Fidel Castro, l'île de la Caraïbe a subi le joug oppresseur du puissant Voisin, désireux d'asseoir sa domination dans la région. Occupée militairement puis transformée en république néocoloniale, Cuba a vu ses gouvernements de l'époque contraints de se plier aux injonctions de Washington. Le peuple cubain, fier et vaillant, endurait affront après affront. Ainsi, en 1920, le Président Woodrow Wilson dépêcha le général Enoch H. Crowder à La Havane suite à la crise politique et financière qui frappait le pays et ne daigna même pas en informer le Président Cubain Manuel García Menocal. Ce dernier fit part de sa surprise à son homologue étasunien. La réponse de Washington fut humiliante : « Le Président des Etats-Unis ne considère pas nécessaire d'obtenir l'autorisation préalable du Président de Cuba pour envoyer un représentant spécial ». Telle était la Cuba pré-révolutionnaire.

Profondément meurtri dans son désir de liberté, le peuple cubain a accueilli le triomphe de la Révolution cubaine de Fidel Castro en 1959 comme l'aboutissement d'une longue lutte initiée en 1868, lors de

la première guerre d'indépendance. Architecte de la souveraineté nationale, Fidel Castro a revendiqué, armes à la main, le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination. En brisant les chaînes hégémoniques imposées par Washington, Fidel Castro a fait d'une petite île de la Caraïbe une puissance morale admirée et respectée par les peuples du Sud pour sa volonté indéfectible à choisir sa propre voie. Il est également devenu le symbole de la résistance à l'oppression et l'espoir des écrasés à une vie décente, loué pour son courage constant face à l'adversité et sa fidélité aux principes.

Malgré des ressources extrêmement limitées et un état de siège implacable imposé par les Etats-Unis pendant plus d'un demi-siècle, Fidel Castro a fait de Cuba un modèle pour les nations du Tiers-Monde, en universalisant l'accès à l'éducation, à la santé, à la culture, aux sports et aux loisirs. Il a ainsi prouvé aux yeux du monde qu'il était possible de mettre en place un système de protection sociale performant pour l'ensemble de la population, et de placer l'être humain au centre du projet sociétal, en dépit des limites matérielles et de l'hostilité pernicieuse de Washington. Cuba est aujourd'hui une référence mondiale en ce sens et démontre qu'il est possible de placer les catégories les plus vulnérables au centre du processus libérateur.

«La Patrie, c'est l'Humanité»

« La Patrie, c'est l'Humanité », disait José Martí. Fidel Castro, en plus de défendre le droit de son peuple à vivre debout, a fait montre de sa vocation d'internationaliste solidaire en apportant le concours généreux de Cuba pour toutes les causes nobles de l'émancipation humaine, contribuant ainsi de façon décisive à l'indépendance de l'Afrique australe et à la lutte contre le régime ségrégationniste de l'Apartheid. L'inoubliable Nelson Mandela synthétisera cette solidarité sans failles

des Cubains en une réflexion : « Quel autre pays pourrait prétendre à plus d'altruisme que celui que Cuba a appliqué dans ses relations avec l'Afrique ? » Aujourd'hui encore, Cuba est toujours assiégée par Washington, et en dépit d'une situation économique difficile, elle continue à apporter son aide en matière d'éducation, de santé et d'assistance technique, aux pays du Sud, en envoyant des dizaines de milliers de médecins, enseignants, ingénieurs et techniciens.

Solidarité avec les opprimés

Fidel Castro, l'autre nom de la Dignité, restera dans l'Histoire comme le Héros des déshérités, celui qui aura défendu les droits de la plèbe à une destinée honorable, celui qui aura fait de la souveraineté de Cuba une réalité inaliénable, celui qui aura exprimé une solidarité de tous instants avec les opprimés. Honni par les puissants de son temps – tout comme Maximilien Robespierre – pour avoir osé évoquer une répartition plus équitable des richesses, l'Histoire lui rendra l'hommage que méritent les grands hommes qui se sont indignés contre les injustices et qui ont lutté sans relâche pour défendre le sort des humiliés.

Salim Lamrani
Université de La Réunion

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

Un livre de Gilles Gérard : "Franswa Sintomer, lo maronèr"

Hommage à un grand combattant réunionnais de la liberté

L'anthropologue et historien réunionnais Gilles Gérard vient de publier aux Éditions L'Harmattan un nouvel ouvrage, intitulé : « Franswa Sintomer, lo maronèr, les combats d'un militant culturel réunionnais ». Voici en quelques mots la présentation de ce livre en 4e page de couverture, qui est un bel hommage à un grand combattant réunionnais de la liberté.

« Ce livre relate le parcours d'un militant culturel réunionnais, anticolonialiste et antiraciste durant l'époque particulière qui commence avec la départementalisation de l'ancienne colonie de La Réunion en 1946. Franswa Sintomer était un "maronèr", un rebelle, défenseur de l'identité créole.

Il fut ainsi l'un des artisans du foisonnement culturel qui touchera l'île à partir de cette date. Promoteur infatigable de la langue et de la culture réunionnaises, il a investi tous les champs culturels lui permettant de "mettre en l'air" ses revendications.

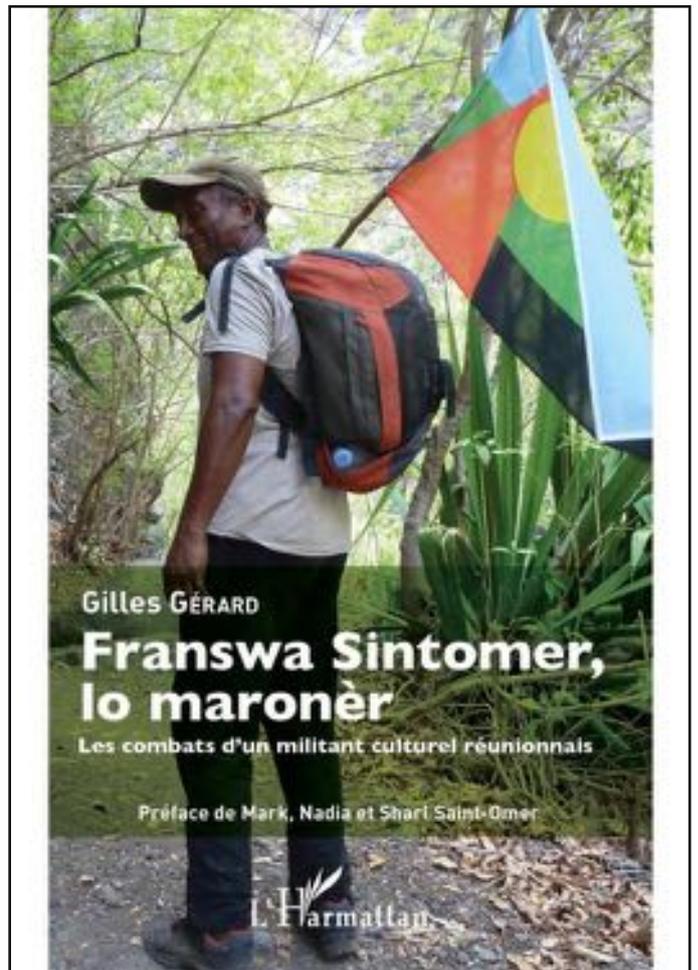
Tour à tour tisaneur et planteur de riz, journaliste et enseignant de créole, chanteur de maloya et poète, traducteur d'Astérix ou homme de radio, de télévision mais également du web, acteur social auprès des SDF et chercheur pour le ministère de la Recherche, il n'a eu de cesse de combattre pour son île et pour sa langue.

Exilé par le Bumidom en France durant de nombreuses années, il a vécu de son enfance à son décès, la dureté et la richesse de la société créole réunionnaise ».

Pour en savoir plus sur l'œuvre de Gilles Gérard, vous pouvez consulter le site : <http://famille-esclave.pagesperso-orange.fr/>

À noter aussi que deux séances de présentation et dédicaces de cet ouvrage auront lieu :

- à Saint-Leu, le 19 décembre, à l'ancien Hôtel des Postes, place de la Mairie, de 16h à 17h 30 ;
- à Saint-Joseph, le 23 décembre, espace MLK (Mouvement Lantant Koudmin), en face des pompiers, de 14h à 17h avec « in kabar a tèt ».



La couverture de "une" de l'ouvrage de Gilles Gérard qui vient de paraître.

In kozman pou la rout

« Kok i shante i pans sé li k'i fé lèw solèy ! »

Souvan dé foi nana désèrtin i donn azot in mérit la pa zot lé propriyètèr. Sé lo ka dann nout kozman zordi dsi lo kok épi son l'inflyans li prétan li néna dsi solèye. Nana galman dann in fab La fontaine lo zistoir in moush i mazine sé èl i fé mont la voitir in kote in pé dir, d'après sak i paré. Tousa pou dir, désèrtin i yèm pou vréman fé z'ot gro jabo, ziskatan demoun i apèrsoi zot l'après kakil mantè. Sépa si zot i ansouvien zistoir in savan zamérikain la sèye fé kroir bann savan li la trouv lo sogré in maladi i apèl sida, poitan té pa li pou vréman, an touléka laté pa li tousèl. Alé ! Mi lèss azot réflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Zistoir lo pti bol do boi

L'avé arienk in pti zanfan té i kontinyé fé in kont èk son pépé é in zour son paran la romark li té apré travaye in bout do boi pou fé in n'afèr ansanm. Mé kosa ozis ? Té pa fasil savoir. La pa ké li téi vé pa dir, mé son famiy té i oz pa domandé. Poitan in zour la poz ali késtyon pou konète é li la réponn avèk in sourir an transh papaye.

« Moin l'aprè fèr in bol do boi épi kiyèr pou alé ansanm ; konmsa kan zot sar vyé é moin sar fine gran, z'ot bol épi z'ot kuyèr sar paré vi k'moin la pran l'avans pou fèr sa ! »

Aprés la marmaye la kontinyé fé son travaye mé landomin la bèl fity la ramène son bo pèr a tab, la arsort la vèsèl pou li é kan lasoup sansa lo lo téi vèrs, èl té la pou suiyé. El té la galman la kan bann ti traka la vi téi mank pa pou prézanté. La vi la ropnan konm avan mèm avèk son bann konplikasyon. Mé la vi nana son bon koté épi son mové koté. Mé la vi lé konmsa : in tan pou manz lo pin blan, in tan pou manz pin noir, in tan pou do ri Ségon, in tan pou manz ranpang mé inn konm l'ot i fo aksépté. La vi sé sa non !

Si mi rakont azot zistoir la, sé konm moin la di pars nou la diskite an parmi biensir épars nout paran la fé konprann anou la solidarité rant famiy : in min i lav l'ot ! Sa la apa in parol an lèr mé in règ do vi. Sirtou, atann ap z'o vyé famiy i sava pou rogrète sak ou l pa fé. Lo rogré i vien apré la mor ! Lé vré, mé aplik aou pou pa tro an avoir. Lo moins posib, sé lo myé !

La fini

Justin